

Le pilotage du chantier de la gare de Lausanne doit changer

FIASCO Après l'annonce de nouveaux retards, Raphaël Mahaim (Verts/VD) demande une surveillance politique du projet au plus haut niveau et prône une alliance romande.

Le nouveau retard du chantier de la gare de Lausanne exaspère les élus fédéraux vaudois. Demain et mardi, la Commission des transports du Conseil national sera saisie d'une demande d'Olivier Feller (PLR/VD) pour enquêter sur le processus qui a conduit au report des travaux, une requête similaire à celle déposée vendredi dernier dans la Commission de gestion.

De son côté, Raphaël Mahaim (Verts/VD) annonce le dépôt d'un postulat lors de la session d'hiver pour réclamer un nouveau pilotage du projet. «Je souhaite que la conduite du projet soit renforcée au niveau du Département et davantage surveillée. Ce dossier doit devenir une priorité politique aussi à Berne.»

Dans son viseur: l'Office fédéral des transports (OFT). C'est lui qui est chargé d'approuver les plans que lui soumettent les CFF. Mardi, il a reporté le début des travaux une nouvelle fois, estimant que les CFF doivent revoir les aspects liés à la statique des structures. «Tout pointe du doigt un problème de pilotage défaillant de l'OFT», assène Raphaël Mahaim. «L'autorisation de construire délivrée en 2019 est entrée en vigueur en 2021 après le traitement des recours par le Tribunal administratif fédéral. La règle, après l'entrée en force de l'autorisation, c'est que l'on peut certes demander des améliorations ou un suivi sur certains points, mais s'il y a un problème majeur de conformité au début, l'autorisation n'aurait pas dû être délivrée», détaille l'avocat.

Le but de sa demande est donc que le Conseil fédéral s'en mêle - en particulier la ministre de tutelle Simonetta Sommaruga - et trouve des solutions pour remédier au

retard pris par ce chantier central pour le développement du rail. Raphaël Mahaim souhaite aussi tisser une large alliance romande à Berne autour de ce dossier, dans le sillage de ses collègues.

De la «politique de communication»

Agitation stérile, rétorque le conseiller aux États Olivier François (PLR/VD). «Comme ce postulat ne sera traité que dans six mois, il n'aura aucun impact. C'est de la politique de communication pour montrer que Monsieur Mahaim s'occupe du dossier. Il faudra qu'il apprenne le processus», réagit l'ingénieur, expert en sols, également président de l'association OuestRail. «Tout ce qui se passe avec la gare de Lausanne, je l'ai exprimé en commission il y a trois ans, souligne-t-il. C'est malheureux. Il faut maintenant tout faire pour que les travaux commencent dans les meilleurs délais.»

Mais toute pression politique n'est-elle pas bonne à prendre, même si elle vient d'un élu Vert candidat à la candidature pour le Conseil des États, donc un potentiel rival politique? «Ce n'est pas la question, on ne parle pas de moi ou de lui mais de procédure, rétorque Olivier François. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga va recevoir la présidente du gouvernement Nuria Gorrite. Aujourd'hui, il faut de la sérénité. Si les choses n'évoluent pas d'ici à fin novembre, il sera temps de faire une action interpartis.»

Membre de la Commission des transports, Valérie Piller Carrard (PS/FR) a aussi des doutes sur le timing du postulat de Raphaël Mahaim, mais elle souligne: «S'il s'agit de faire une analyse sur le travail mené à l'OFT, je le soutiendrai. Mais en l'état des choses, il s'agit davantage d'une question technique.» La Fribourgeoise plébiscite en revanche elle aussi une alliance romande. «L'ensemble des projets qui concernent notre région mérite une union sacrée, à mon avis. Dans la réflexion de la transformation de la gare de Lausanne, tout le trafic romand est concerné. On est tous inévitablement impactés», rappelle la Broyarde. LISE BAILAT